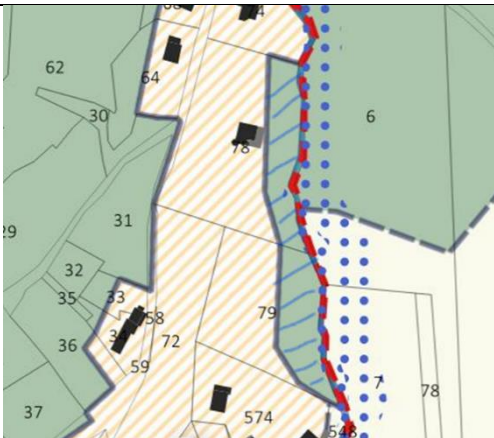


REGISTRE LE BONHOMME – REPONSES DU MAITRE D’OUVRAGE AUX CONTRIBUTIONS

Réponses CCVK couleur bleue – Avis de la Commission couleur verte

NUMERO	VILLE	SECTION	PARCELLE	Contribution	
1	LEBONHOMME	?	419	A pris des renseignements sur le zonage de sa parcelle	
				N'appelle pas de réponse - La Commission prend acte.	
2	LEBONHOMME	6	22	Les requérants demandent la possibilité de créer 45 m² de logement dans les combles du bâtiment de vente pour cause de sécurité des lieux.	
				La collectivité va faire évoluer son règlement pour admettre la possibilité de réaliser un studio de 20 m2.	
				La Commission s'accorde avec la réponse apportée par la CCVK en admettant un studio de 20 m² en le précisant dans le règlement.	
3	LEBONHOMME	8	78 79	Les requérants sont exploitants forestiers et sollicitent le maintien en zone Ub de leurs parcelles car ils envisagent de construire un hangar pour y stocker des granulats de bois. Ou alors leurs permettre d'autoriser les hangars en zone N.	
				<div><div>La commune est favorable au classement en UB de l'ensemble des parcelles 78 et 79 pour permettre à cette entreprise de se développer.</div><div><div>L'espace concerné est hachuré.</div></div></div>	

				Avis favorable pour l'extension de la zone U Faurupt vers la rivière / Rain des Fourches.
4	LEBONHOMME			Le requérant demande que soit autorisé en zone AP l'agrandissement des bâtiments agricoles supérieur à 500 m². Un mail suivra.
				<i>Même réponse que celle figurant au mémoire en réponse joint à l'enquête :</i>  La Collectivité considère que l'ensemble des acteurs du territoire doivent participer à l'effort de modération de la consommation foncière, y compris les agriculteurs. L'objectif de cette règle de constructibilité limitée est le suivant : avec le départ à la retraite annoncé de nombreux agriculteurs dans le haut de la vallée, cet objectif vise à limiter la création de friches agricoles et à favoriser la reprise des bâtiments agricoles existants.
				La Commission estime l'analyse satisfaisante au vu du projet de PLUi que la Collectivité et les Services de l'Etat demandent à prendre en considération concernant la consommation foncière.